

DIEU ET PATRIE.
—
LIBERTÉ PLEINE ET ENTIÈRE
DE LA PENSÉE.
—
TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

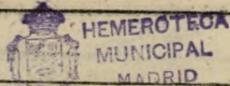
SUFFRAGE UNIVERSEL.

EN 1848.

AN 1^{er} DE LA RÉPUBLIQUE RECONNUISE.

PAR F.-V. RASPAIL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



Les Citoyens de Paris sont priés,
après avoir lu cette feuille, de l'expé-
dier à leurs correspondants et amis
des départements.

PARIS, 2 AVRIL.

CITOYENS,

Le terrain se rassure, à mesure que nous avançons ; l'esprit public se rassure sur la marche facile du gouvernement républicain ; les révolutions du dehors contre la diplomatie nous sont une garantie de la tranquillité au dedans.

La République résiste à tout : à la panique des capitalistes, à la grève des ateliers, au mauvais vouloir des agitateurs et du numéraire, à l'or de Louis-Philippe, et, il faut bien le dire, à nos propres dissensions, aux divisions de l'ancien parti républicain.

Qui douterait de la solidité d'une forme gouvernementale qui se maintient par elle-même, sans défense organisée, sans moyens artificiels, sans magistrats revêtus d'une autorité définitive ?

La République n'a donc plus rien à redouter des tentatives insensées de ses ennemis. Elle peut sans crainte déposer un instant les armes, pour aviser aux moyens de s'organiser ; nous perdons trop de temps à faire toute autre chose.

Citoyens avancés qui avez, en composant des clubs, ouvert le champ libre à la discussion des graves intérêts qui nous occupent, ne vous laissez pas entraîner sur une pente où la discussion se dépouille de sa dignité, pour se transformer en querelles dignes d'un autre lieu et d'une autre époque.

Bien des gens se glissent parmi vous, pour introduire dans vos délibérations un ferment de discorde, des moyens de calomnie, des éléments enfin de troubles, qui font souvent que l'institution des clubs profite à tout autre intérêt qu'à celui de la réputation des vrais républicains. Nos ennemis cherchent à tourner, contre les hommes les plus purs, nos moyens de conciliation et de concorde. Rappelez ces hommes à la pudeur, au lieu de vous laisser entraîner sur un terrain aussi perfide.

La discussion relative au mérite des candidats ne doit pas être une occasion de flétrir la conduite la plus pure, et de donner du relief aux gens tarés et aux ennemis salariés de nos institutions nouvelles.

Si la calomnie marchait ainsi la tête levée sous l'égide de nos institutions républicaines, ce serait une insulte à la République, une anomalie au milieu de notre régénération sociale. Soyez dignes, citoyens, et traitez avec la solennité du juge, des questions d'où dépend l'avenir de la patrie et de vos enfants. Discutez, pour ramener les hommes à vos saintes doctrines, par les formes douces et persuasives d'une fraternelle démonstration ; la propagande est, de sa nature, fraternelle ; loin d'elle, qui est tout attraction, les allures irritantes, les paroles provocatrices, les inculpations et personnalités qui repoussent. Ne faites pas descendre ainsi, de sa hauteur, votre mission de souverains. Les clubs ne sont pas une lice, mais une école mutuelle de grands et beaux enseignements. Laissez-vous-y entretenir des besoins du pauvre, des craintes du riche, des répugnances des jouisseurs et des favoris de l'époque passée, des moyens de satisfaire les vœux des uns, de vaincre la répugnance des autres, de faire aimer par tous l'ère nouvelle. A la manière dont marchent certaines de ces réunions, il y aurait souvent de quoi en dégoûter les plus dévoués à la cause républicaine, s'ils pensaient que la République n'est représentée que là.

Place aux accusations qui se formulent franchement, sé-

vérement, mais d'une manière décente et digne de gens qui se respectent. Arrière l'insulte, et bien plus arrière la hideuse calomnie, surtout celle qui s'attache aux absents. Depuis quelque temps on dirait que les clubs sont devenus une arène où la calomnie croit obtenir liberté pleine et entière et ses coudées franches. A ce prix-là, le Louis-Philippe trouverait, à vos dépens, amplement son compte.

Est-ce que nous manquons de sujets à traiter, en ce moment solennel, pour nous tant occuper de questions personnelles ? Voulez-vous connaître les candidats ? appelez-les dans votre sein, et là, soumettez-les aux interpellations d'usage, avec calme et dignité.

Mais respect aux absents ; tout absent est honnête homme jusqu'à la preuve du contraire.

Savez-vous ce qu'on attend de la marche contraire ? on veut démonétiser les vrais républicains, et encombrer l'Assemblée des partisans de ce règne si favorable au jeu de toutes les mauvaises passions. Au crible qu'emploient les meneurs à votre insu, il finirait par ne plus rester entre les mains de la patrie un seul ami de son pays ; et alors malheur à nous. La République ne périrait pas ; mais la guerre civile serait seule en état de la remettre en place. Détournez ce fléau, que les vainqueurs eux-mêmes doivent déplorer sur le champ de bataille même, à la vue de tant de positions sociales restées sur le terrain.

Retournons aux grandes et nobles questions, citoyens, aux sublimes vues d'amélioration humaine, à ces discussions fraternelles sur les intérêts matériels et moraux de la grande famille. Que la devise *Liberté, Égalité, Fraternité* se grave dans nos cœurs à l'instant où elle nous vient sur les lèvres ! Rien de violent dans nos manières et dans nos expressions : un peuple régénéré n'aurait plus d'excuse pour ces sortes d'habitudes ; car ce peuple dépasse aujourd'hui, de toute la tête, les peuples les plus avancés de l'univers.

RÉPONSE AUX INTERPELLATIONS.

Réunion préparatoire pour la candidature au grade de colonel de la 3^e légion de la Garde Nationale.

La réunion annoncée dans le n° 8 de l'*Ami du Peuple* a eu lieu à la chaussée du Maine, dans le salon de Tonnellier ; les délégués de toutes les communes de la circonscription électorale s'étaient rendus à l'appel ; la réunion était très-nombreuse. Le citoyen Raspail est venu au-devant de toutes les interpellations. « Me voilà, a-t-il dit, en face de vous ; que mes ennemis ne craignent rien, qu'ils épousent ici contre moi tout l'arsenal des accusations que l'on colporte en mon absence dans les clubs des diverses communes ; qu'ils disent tout et n'oublient rien ; je les écouterai en fermant les yeux. J'opposerai la vérité aux calomnies, et ma vie tout entière à mes accusateurs ; si, après cette séance et après la réfutation, les mêmes menées continuent, je vous charge de dire, en mon nom, à ces accusateurs en mon absence : Vous êtes des lâches, car vous n'avez pas osé l'attaquer quand il lui était possible de se défendre. » L'assemblée a accueilli ces paroles avec une sympathie dont on ne peut jamais oublier le souvenir. Les interpellations ont eu lieu ; elles n'ont pas été assez graves pour que nous devions les rapporter ici ; les acclamations de l'assemblée en ont fait une suffisante justice ; la candidature au grade de colonel a passé sans réclamation, et de la manière la plus hautement sympathique.

La calomnie vaincue a pris le soir sa revanche contre les citoyens qui avaient cru devoir, à la tribune ou dans les groupes, se prononcer contre l'indignité de ces propos. Le soir, dans certains coins et même dans un club composé principalement d'employés et de favoris de l'ex-monarchie, on s'est donné le triste plaisir de dire à haute voix que les partisans de la candidature avaient reçu vingt-

cinq francs pour applaudir. Ces misérables réacteurs sont incorrigibles, quand ils relèvent la tête ; ne voilà-t-il pas qu'ils vont jusqu'à supposer que nous avons dans notre pauvre escarcelle autant d'or que ce misérable corrupteur d'outre-mer leur en prodigue dans ce moment, afin de jeter la perturbation dans les affaires de la République !

La sympathie de l'assemblée préparatoire a fait sans doute avorter un autre petit moyen dont un digne citoyen est venu nous donner connaissance au milieu d'un groupe de nos amis ; nous allons dire le fait et révéler le nom des personnes.

Ce brave citoyen, nommé Noël, et demeurant rue Saint-Jacques, n° 462, nous a rapporté ce qui suit :

« On est venu me prendre pour une commission qu'on devait m'expliquer chez M. Lacour, imprimeur, rue Sainte-Hyacinthe-Saint-Michel, n° 45. Je me suis rendu à l'imprimerie, et là on m'a dit : « Vous avez dix francs à gagner, si vous voulez aller donner lecture de la pièce suivante qu'on met sous presse, à la réunion de Tonnellier, chaussée du Maine ; car il s'agit d'empêcher à tout prix la nomination du citoyen Raspail au grade de colonel. »

« Là, a ajouté le citoyen Noël, on m'a donné lecture d'une pièce extraite du *Bon Sens* et signée Rodde. A la lecture de ce pamphlet, j'ai répondu : « Je ne gagne pas mon argent ainsi ; » et je me suis retiré pour venir vous avertir de cette trame. »

Nous sommes fier d'avoir à rapporter cette leçon de probité politique donnée par un pauvre père de famille aux riches fabricants de bien vieilles calomnies. La corruption, qui prenait si bien dans les rangs des hanteurs d'antichambre, a toujours eu bien du mal à prendre dans les rangs du peuple travailleur.

Or, voulez-vous savoir ce que c'est que cet écrit ? C'est un pamphlet du *Bon Sens* en 1854, pamphlet signé Rodde et Cauchois-Lemaire, auquel il fut répondu alors par une protestation de tous les patriotes les plus intègres, et qui fut déchirée en mille pièces par la baïe d'un duel politique ; car nous avions proscrit alors le duel pour toute autre raison. Rodde est mort, paix à ses cendres ; Cauchois-Lemaire vit encore ; il reçut de Louis-Philippe une fiche de consolation à sa blessure, par la place d'archiviste du royaume.

Nous ne pensons pas que la communication de cette pièce émane de lui ; non. Mais vous allez deviner de qui elle émane.

Lacour est l'imprimeur de la contrefaçon de l'*Histoire naturelle de la santé et de la maladie* de M. Raspail ; il a été condamné, comme contrefacteur de cet ouvrage, à compter à l'auteur une somme de 4,000 fr., de compagnie avec plusieurs autres complices de cet acte. L'éditeur son complice a joué un rôle important dans la publication de certaines calomnies que la police Montalivet avait organisées contre le citoyen Raspail.

Sans le citoyen Noël, nous aurions difficilement deviné la filière de cette menée occulte, qui n'a pas eu le front d'arriver à point. On en inventera d'autres.

Citoyens, amis de la République, tenez-vous bien sur vos gardes, contre de pareils moyens ; le philippisme se réorganise et se glisse partout ; il marche hardiment déjà vers son but de désordre ; et il paraît que la police en est dupe ; car ce désordre a pour instruments ses agents et les employés qui ont gardé leurs places, à force de déclarations de dévouement à la République, qu'ils abhorrent, parce que la République, règne de la vertu, ne saurait être dans leurs mœurs. Un parjure coûte si peu de chose à la corruption ! Méfiez-vous, car on cherche à vous prendre pour dupes. Nous avons arboré le drapeau du pardon ; les pardonnés font servir notre pardon à leurs projets de vengeance. Restons unis de cœur, comme de croyance ; organisons-nous ouvertement, comme ces parjures sont unis de longue date d'une manière occulte ; ils prennent tous les masques ; prenons tous les moyens loyaux de les leur arracher. Ils veu-

lent la guerre civile; mais ce n'est pas contre eux; car ils savent trop bien se cacher dans les caves à son approche; ils la veulent entre nous, en nous divisant et en nous faisant calomnier les uns par les autres. Déjouez les trames de ces projets d'anarchie; organisez-vous à votre tour, pour faire avorter les tentatives de ces nouvelles organisations occultes. Voyez toujours le but, qui est l'affermissement de la République, par dessus les moyens employés pour vous en détourner; ce sera là votre *critérium* afin d'en apprécier la nature et d'en deviner l'origine. Il n'est pas naturel que, sous la République, nous soyons encore en butte aux mêmes persécutions que sous l'ex-monarchie.

Il y a du Louis-Philippe dans quelque coin par là. Le vieux misérable! rien ne pourra le corriger.

Madame Mugnoz, ma Charlotte Corday par procuration.

La calomnie philippiste étend ses ramifications bien loin; elle part à la fois, et sous les mêmes formes, de Paris pour toutes les capitales. Le *Heraldo*, journal espagnol de la reine Christine, nous gratifie, à Madrid, d'une boutade qu'il assure lui venir de Paris, ce dont on ne se douterait guère, à la texture des phrases. « La jeunesse des écoles, dit-il (sentez-vous l'origine?), dont les sentiments généreux ont tant de fois été exploités par le parti révolutionnaire, travaille maintenant avec ardeur à combattre les utopies radicales, à consolider les idées saines et pratiques de la liberté modérée. Il y a à Paris un célèbre chimiste, nommé Raspail, qui paraît pris de monomanie. (Cette bonne Christine, est-elle polie, sur la foi de son vieux correspondant baléare.) Il vient de fonder un journal intitulé le *Républicain* (vous voyez comme ces gens-là savent lire), dont les articles, pillés dans le journal de Marat, paraissent écrits plutôt avec du sang qu'avec de l'encre. Le *Républicain* ne demande rien moins que le rétablissement de la guillotine, pour couper la tête à tous ceux qui ne pensent pas comme lui. En voyant l'alarme que les articles du *Républicain* ont produite, deux mille étudiants se sont réunis pour imiter l'exemple de Charlotte Corday, et pour assassiner le tribun Raspail, s'il ce cesse pas de prêcher la terreur. »

Nous avons bien voulu vous donner un extrait de cette ordure monarchique de la feuille de madame Mugnoz, notre Charlotte Corday par procuration, afin de vous montrer combien les correspondants de cette excellente amie de Louis-Philippe se montrent bien informés de ce qui se passe à Paris. L'article du *Heraldo* et les calomnies de Paris et des départements ont un air de consanguinité qu'il est impossible de méconnaître.

Nous ne nous serions jamais douté de l'importance que le philippisme nous prête, si nous ne nous voyions pas attaquer ainsi.

Nous avons appris avec douleur qu'une manifestation violente avait eu lieu contre le journal la *Presse*. Mais nous devons rendre cette justice aux feuilles périodiques avancées, qu'elles ont protesté avant nous contre cette infraction plus que blâmable au droit de parler et d'écrire que la révolution de février a conquis pour tous. Ce droit implique celui de critiquer les actes du pouvoir; et il faudrait que le pouvoir fût bien faiblement organisé pour se croire ébranlé par les attaques de la publicité avouée. Il est inutile de faire observer que le rédacteur en chef de la *Presse* a combattu, jusqu'à la révolution du 24 février, dans les rangs de nos ennemis; notre opinion n'est donc pas intéressée; mais la jeune République est déjà trop forte de ses propres forces pour vouloir en emprunter de nouvelles aux habitudes de la monarchie, que le simple grattage d'une plume faisait trembler jusque dans ses fondements. Laissez écrire; empêcher de mal agir, c'est le but de nos efforts et le programme de notre conduite.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

Varsovie, écrit-on de Berlin, a levé l'étendard de la sainte insurrection; les troupes russes, après un combat meurtrier, se sont retirées dans les forts, et ont réduit en cendres la ville, en la bombardant.

Milan a triomphé des Autrichiens et s'est constitué un gouvernement provisoire. Le combat a été acharné; les Tudesques sont accusés d'avoir commis des actes d'une barbarie révoltante. Les rois ne s'en vont qu'en laissant derrière eux de pareilles traces.

La ville de Plaisance a remporté à son tour une éclatante victoire sur les Autrichiens, qu'elle a chassés de la ville. Les habitants marchent au secours de Milan au nombre de 50,000, pour achever l'expulsion des dignes soldats de Metternich.

— Venise a imité Milan; la garnison autrichienne a capitulé.

— On dit que Wellington a fait savoir au comte de Neuilly (Louis-Philippe) que le gouvernement anglais avait vu avec déplaisir son ex-majesté faire passer en France quatre millions, pour organiser l'anarchie, dans un pays avec lequel l'Angleterre entend rester en bonne intelligence.

— Londres et Dublin sont à la veille d'une révolution, l'Irlande entière est sur pied. Nous invitons les patriotes anglais à ne pas faire comme nous à l'égard de Louis-Philippe. Qu'ils le laissent fuir, mais sans son or. Nous comptons sur leur confraternité pour l'adresser au Gouvernement provisoire. Car cet or appartient à notre pays, comme objet volé. Du reste, Louis-Philippe commence à en faire un trop mauvais usage.

— La Russie arme et se prépare à une campagne; les Allemands se demandent que fera la France en pareil cas.

CLUB DES AMIS DU PEUPLE.

Salle Montesquieu.

Séance du samedi 25 mars.

Un auditoire nombreux était accouru pour entendre le discours d'ouverture et l'ordre du jour de la séance suivante. Les dames se pressaient dans les tribunes. Le citoyen Raspail a développé dans son discours l'histoire des causes qui, depuis dix-huit ans, s'étaient opposées à la conquête de la République, et il a exposé ensuite le programme des doctrines du gouvernement républicain. Ce discours doit être livré à l'impression.

Séance du Samedi 4^{er} avril.

Dès huit heures les tribunes étaient envahies par les dames, et l'immense salle par une foule compacte de citoyens habitant le centre de la ville, des délégués des clubs et des citoyens venus des faubourgs et de la banlieue. Le club de Bercy était représenté par une délégation nombreuse. Le citoyen Raspail a ouvert la séance par une exposition historique ayant pour but d'établir que la République, quant au fond, n'est pas l'œuvre des temps modernes, qu'elle remonte au berceau des peuples européens. Si nous divisons, a-t-il dit, le monde en trois zones, nous trouverons que la liberté est le lot de la zone tempérée, de l'Europe, que le despotisme est celui de l'Asie, et la théocratie, celui de l'Afrique.

Le sentiment de la liberté républicaine règne chez tous les peuples travailleurs; le despotisme s'établit chez les peuples paresseux, habitant les plages fertiles et les opulentes cités de la zone torride; la théocratie, chez les plages désertes et stériles où l'homme, abandonné à ses forces et à son labeur, a sans cesse les yeux fixés vers le ciel, afin d'obtenir la rosée pour ses champs desséchés et pour ses chameaux altérés de soif. Mais les Gaulois formaient une République fédérative, que Rome, République aristocratique, envahit après avoir vaincu les Celtes dans des combats de géants.

Les peuples du Nord, républicains démocrates, élisant leurs chefs et entrant avec eux en partage au sujet du butin; les Francs vinrent venger les Celtes de la conquête des Romains; mais conquérants à leur tour, ils composèrent une République de nobles, ayant pour serfs et esclaves les braves Celtes vaincus. Poursuivant ensuite le sentiment républicain dans les différentes périodes de l'histoire de France, le citoyen Raspail a montré, qu'en dépit de la forme et du nom, le peuple français a été de tout temps républicain.

L'espace nous manque pour analyser ce discours écouté avec une attention qu'interrompaient de temps en temps les applaudissements de l'assemblée.

Immédiatement après, l'assemblée a procédé à la présentation des candidats pour la députation à l'Assemblée nationale.

L'assemblée a d'abord voté d'acclamation la candidature des citoyens.

Kersausic.

Raspail.

Le citoyen Raspail a répondu aux applaudissements de l'assemblée par ces paroles: « Citoyens, Socrate disait que sa chambre était bien petite, et qu'il serait heureux de pouvoir la remplir d'amis. La salle est immense; et il me semble qu'elle est comble, en fait d'amis. »

Le président a présenté comme candidats à la députation, les citoyens Philippe Goezler, forgeron, et Gubert (Melchior), contre-maître dans une fabrique de produits imperméables; mais ces citoyens étant absents, leur candidature ne sera soumise aux interpellations que dans la séance prochaine; ces citoyens sont invités à se présenter.

Il faut en dire autant de quelques autres citoyens présentés par des membres de l'assemblée.

Le citoyen la Moskowa a demandé à lire sa profession de foi; il a répondu aux nombreuses interpellations qui lui ont été adressées sur ses opinions républicaines, sur son entrée à la chambre des pairs, etc., et sa candidature ayant été mise aux voix, elle a été admise à la majorité des suffrages.

Le citoyen Larochejacquelin ayant été proposé comme candidat, est monté à la tribune; une foule d'interpellations lui ont été adressées, et ce citoyen a répondu à toutes dans le sens le plus large et de la manière la plus explicite, que ne désavouerait le plus radical des républicains. Sa candidature a été admise à la presque unanimité.

Le club de l'Union fraternelle du faubourg Saint Martin, 40, ayant proposé au club des *Amis du peuple* comme candidat, le citoyen Victor Guyot, ouvrier; ce citoyen a exposé sa profession de foi et répondu aux diverses interpellations; sa candidature a été admise à l'unanimité.

On a peu vu de séances de clubs aussi palpitantes d'intérêt. On aurait dit la nuit du 4 août de la révolution de 1848, avec toute son abnégation, sa franchise et sa concorde cimentée, autour de l'autel de la patrie, entre toutes ces conditions étonnées de se trouver ensemble. La discussion sur les autres candidatures a été renvoyée à samedi prochain.

ARRONDISSEMENT DE SCEAUX.

Élections pour l'Assemblée nationale.

Les soussignés, habitants de la commune de Montrouge, invitent de nouveau toutes les communes de l'arrondissement de Sceaux à élire, sans retard, cinq délégués par commune, afin de constituer un comité électoral démocratique, qui s'entendra avec celui de l'arrondissement de Saint-Denis, pour arrêter la liste des candidats à l'Assemblée nationale, choisis parmi les habitants des deux arrondissements.

Cette mesure est indispensable, car le comité central de Paris a frappé d'exclusion les deux arrondissements de la banlieue.

La réunion des délégués reste toujours fixée au lundi 5 avril, à deux heures, dans l'établissement du citoyen Mayeux, ancienne maison Tonnelier, barrière du Maine, à Montrouge.

Salut et fraternité!

Raspail; Gérard; Gaillard, docteur en médecine; Souillot, Montmaitay, délégués des deux clubs de Montrouge, l'Union fraternelle et la Société populaire.

4^{er} avril 1848.

FAITS DIVERS.

La 4^{re} légion de la garde nationale de Paris et la garde nationale à cheval se disputent le citoyen Kersausic, le neveu de Latour d'Auvergne, ex-capitaine au 4^e hussard, pour leur colonel. Bien, citoyens gardes nationaux, c'est par des hommes pareils que des hommes comme vous doivent être commandés.

— Le citoyen Guibert (Melchior), contre-maître de la fabrique des produits imperméables et bitumineux, rue de la Tombe-Issoire, 25, à Montrouge, se présente à la candidature pour l'Assemblée nationale. Nous avons sous les yeux sa circulaire, qui démontre que le citoyen Guibert n'est pas un républicain du lendemain.

— Notre ami et notre élève le brave Toussaint Bravard, ancien membre de la *Société des Amis du Peuple*, est assuré de son élection dans le Puy-de-Dôme, comme représentant de la nation; on ne saurait rencontrer plus de droiture unie à plus de bravoure. Citoyens, ne faites que de pareils choix.

— Un arrêté du Gouvernement provisoire, considérant que la discipline militaire a été violée dans le 5^e de cuirassiers, par une résistance combinée des lieutenants et sous-lieutenants contre leur colonel, arrêté: Les citoyens Guelegace Theven, lieutenant en premier; de Beaufond, lieutenant; Laroche, sous-lieutenant; Jaillot, sous-lieutenant porte-étendard dans le 5^e régiment de cuirassiers, sont mis en non-activité par retrait d'emploi. Le présent décret sera mis à l'ordre du jour de l'armée.

— On écrit de Marseille, 28 mars:

« Un fait sans exemple jusqu'à ce jour s'est accompli à Marseille. Une grève générale des ouvriers imprimeurs a suspendu tous les journaux de cette ville, hors le seul *Progrès Social*, et supprimé virtuellement la publicité, la condition la plus indispensable de tout gouvernement libre. Un état de choses aussi violent ne saurait être de longue durée. »

Les artisans reproducteurs de la pensée écrite ne sauraient jamais faire grève. Leur travail tient intimement à la liberté de la presse; l'un ne peut cesser sans que l'autre soit violée, tel est notre avis.

Tous les membres de la Société républicaine des gens de lettres sont invités à se réunir dimanche 2 avril, à une heure très-précise, à l'ancien état-major général de la garde nationale, place du Carrousel.

La réunion a pour but de choisir, dans le sein de la Société, quatre membres appelés à faire partie de l'état-major général des gardes nationales de la Seine.

PARIS. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 4.